



Pauvres, mais honnêtes, nous sommes gratuits parce que personne ne peut nous acheter !



Mercenaires

RDC

Années 60

Deux textes

sur les



L'influence française dans la sécession katangaise : naissance d'un système mercenaire,

La révolte des mercenaires contre Mobutu en 1967

par WALTER BRUYÈRE-OSTELLS *Sciences Po Aix-en-Provence*



L'influence française dans la sécession katangaise : naissance d'un système mercenaire

Le Katanga proclame son indépendance dans le cadre de la délicate décolonisation du Congo belge en 1960 et donne lieu à la première concentration de plusieurs centaines de combattants étrangers. Ils sont enrôlés par le gouvernement sécessionniste de Moïse Tshombé. Rapidement désignés sous l'appellation d'« Affreux », ces hommes sont le premier signe tangible de la recrudescence du mercenariat qui caractérise ensuite les conflits postcoloniaux sur fond de Guerre froide en Afrique.

Avec la difficile mise en place du gouvernement Lumumba, la crainte d'un retour de la puissance colonisatrice entraîne une vague de violences à Léopoldville au début de l'été 1960 ; elle est dirigée contre les Européens. Gagnés par un mouvement de panique, la plupart des ressortissants belges décident de quitter le Congo et de rapatrier leurs capitaux. Dès lors, le gouvernement, asphyxié par un manque soudain de fonds, sollicite de plus en plus fortement les sociétés minières implantées dans la province du Katanga. Organisées en syndicat, celles-ci envisagent alors de faire sécession. Officiellement fondé le 11 juillet 1960 par le président provincial Moïse Tshombé, l'État du Katanga peut compter sur l'appui officieux de la Belgique.

À première vue, il s'agit donc de tensions de décolonisation assez classiques, mettant face-à-face le couple colonisé-métropole. Malgré l'incontestable poids de l'ancienne puissance coloniale dans la sécession katangaise, une autre influence se manifeste pourtant, celle de la France gaullienne qui met en place son nouveau dispositif de *smart power* en Afrique¹. Paris mêle *soft power* et

¹. Jean-Pierre Bat, *Le Syndrome Foccart, la politique africaine de la France de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, « Folio Histoire, 2012, p. 135 et suivantes. Cet ouvrage offre un premier reflet de la nouvelle politique africaine de la France. Prochainement ouvert aux chercheurs, le fonds Foccart devrait

interventionnisme militaire². Jusqu'en 1967, mercenaires belges et français, en partenariat et en concurrence, jouent un rôle essentiel dans les rapports de force militaires et politiques internes du Congo-Léopoldville. Dès 1960, le commandement suprême des forces katangaises est confié à un Français, Roger Trinquier puis Roger Faulques. Ainsi, bien que l'ancien colonisateur belge soit omniprésent dans les mécanismes de recompositions du pays, il semble en partie éclipsé par son puissant voisin. Dans la décennie 1970, notamment sous Valéry Giscard d'Estaing, la France fera d'ailleurs figure de principal partenaire du Congo.

Il convient donc de chercher à comprendre selon quelles modalités la France développe sa politique d'influence au Katanga. Il s'agit surtout d'interroger cette politique, apparemment de circonstance (l'opportunité d'une sécession locale), pour comprendre comment elle s'inscrit dans une nouvelle ligne politique globale de défense et d'extension de l'ancien « pré-carré ». L'apparition des « Affreux » incite enfin à examiner comment cette politique d'influence envisage le recours à des mercenaires. Quel rôle leur est-il dévolu ? Dans quelle mesure disposent-ils d'une réelle autonomie de décision et de définition des objectifs que sous-entend ordinairement le terme de mercenaire ? Pour ce faire, nous examinerons la création d'une force militaire katangaise, sa capacité à défendre la province et le poids des Français en son sein. Ainsi, pourrions-nous, dans un second temps, voir comment la France construit un système mercenaire au Katanga en tâchant de le définir, d'en comprendre la philosophie et d'en évaluer les faiblesses.

CONSTRUITE DANS L'URGENCE, UNE ARMÉE KATANGAISE CAPABLE DE TENIR TÊTE AUX FORCES CONGOLAISES ET ONUSIENNES

Dès sa proclamation, le 11 juillet 1960, le gouvernement sécessionniste katangais doit se préparer à la riposte du gouvernement de Patrice Lumumba, lequel réclame le retour de la province séditionnelle dans le giron de la République congolaise.

Mise sur pied des forces armées du Katanga

Le Katanga dispose alors de forces armées, plus exactement de forces de sécurité locales. Cette Gendarmerie katangaise est constituée de 350 hommes. Face à l'intervention probable de l'armée nationale congolaise, les sécessionnistes doivent pouvoir compter, en urgence, sur des hommes capables de former et d'encadrer des soldats supplémentaires. Par conséquent, le critère premier du recrutement est le délai dans lequel ces combattants, destinés à être les officiers et sous-officiers du

permettre d'apporter quelques éléments marginaux de précision (fiches de l'état-major du SGDN et du SDECE, 5 AG F, carton 682) sur l'influence française au Katanga ici développée. C'est ce que nous a indiqué Jean-Pierre Bat qui a participé au classement et à l'édition du catalogue du fonds Foccart.

² Après avoir défini le soft power, Joseph Nye affine son concept et émet la théorie d'un pouvoir d'influence plus intelligent, le *smart power* qui consisterait en un savant mélange de *hard* et de *soft power* (Joseph Nye, « Get smart : combining Hard and Soft Power », *Foreign Affairs*, July-August 2009.

Katanga, peuvent être opérationnels. Moïse Tshombé sait qu'il bénéficie de l'appui de la Belgique, désireuse d'affaiblir le gouvernement Lumumba. Deux cent vingt hommes sont ainsi officiellement mandatés par Bruxelles sous couvert de coopération. L'ancienne métropole ne peut en fournir ouvertement davantage en raison des pressions exercées par la communauté internationale. À la demande du gouvernement congolais, l'ONU l'a déjà obligée, en août, à retirer ses officiers du Congo et somme désormais le Katanga de se soumettre à Léopoldville. Les militaires belges sont donc bien trop peu nombreux pour répondre aux besoins d'encadrement³.

Toutefois, Moïse Tshombé dispose d'un autre levier pour recruter des cadres pour son outil militaire : il bénéficie des fonds très généreux de l'Union minière du Haut-Katanga. Plus encore que les autorités belges, le syndicat a besoin d'affaiblir Lumumba dont il connaît l'opposition au maintien d'intérêts financiers belges au Congo-Léopoldville et dont il mesure mal jusqu'où le Premier ministre pourrait aller pour faire cesser cette situation. En 1962, le Secrétaire général de l'ONU écrit ainsi : « Les versements de l'Union minière ont joué un rôle de première importance en permettant aux autorités katangaises, non seulement de défier l'autorité centrale mais aussi de harceler et d'attaquer l'ONU⁴. » Autrement dit, l'argent du syndicat minier permet, durant plus de deux années, de tenir tête à Léopoldville en ayant recours à des mercenaires. À Kolwezi, l'aérodrome de la compagnie est mis à disposition des forces katangaises⁵. Avec la venue de ces « Affreux », pilotes comme officiers de terre, la Gendarmerie katangaise comprend 655 Blancs dans son encadrement au printemps 1961⁶. Tandis que Bruxelles facilite le recrutement et la circulation des mercenaires vers Élisabethville, leur solde est assurée par les intérêts miniers.

Les forces sécessionnistes comptent bientôt plus de 11 000 soldats. À leur tête, Moïse Tshombé choisit de placer un vétéran français. Le colonel parachutiste Trinquier a fait la guerre d'Indochine, participé à l'expédition de Suez avant de servir en Algérie où il s'est fait connaître comme théoricien de la contre-insurrection. Son commandement au Katanga ne dure finalement que quelques semaines avant qu'il laisse la place à Roger Faulques en janvier 1961. Cet ancien officier du 1^e REP jouit également d'une très grande renommée et s'appuie sur un petit groupe de fidèles : les lieutenants Répagnol et Tony de Saint-Paul, les capitaines La Bourdonnaye-Montluc, Henri Lasimone et Michel de Clary, le commandant Eggé, le lieutenant-colonel Toupet-Thomas⁷... Une vingtaine d'officiers français constituent alors l'essentiel de l'état-major général de la Gendarmerie katangaise. Progressivement, ce noyau de Français compte plusieurs dizaines de combattants. Il reste donc très largement minoritaire sur le plan numérique. Les deux principaux contingents d'Affreux sont, en premier lieu, les

³. À l'automne 1960, le gouvernement belge reconnaissait seulement qu'une centaine d'officiers et sous-officiers belges et cinquante sous-officiers de gendarmerie belge encadraient les Katangais : Centre des archives diplomatiques de Nantes (ci-après : CADN), Ambassade de Bruxelles, 81, rapport de l'ambassade de France à Bruxelles, 14 septembre 1960.

⁴. Lettre d'U Thant à Paul-Henri Spaak, 2 août 1962 (ONU-S/5053/add.11/ann.XXVI).

⁵. Archives diplomatiques du royaume de Belgique, carton 14 622, lettre du vice-consul belge à Nodola, Jacques Matthys, à Jacques Houard, consul général de Belgique à Salisbury le 23 janvier 1962 (à propos de l'implication éventuelle d'un Fougua katangais dans la mort du secrétaire général de l'ONU).

⁶. Pasteger Romain, *Le Visage des Affreux*, Bruxelles, éditions Labor, 2005.

⁷. Archives du ministère français des Affaires étrangères, La Courneuve (ci-après : AMAE-La Courneuve), Afrique-Levant, Congo, 47, tél. de l'ambassade de France à Léopoldville, 27 juillet 1961,

Belges, de façon logique, et en second lieu les hommes originaires d'Afrique australe (Sud-Africains, Rhodésiens...) ⁸.

Des troupes qui tiennent tête aux forces gouvernementales et onusiennes

Dès l'automne 1960, l'armée nationale congolaise lance une offensive sur le Katanga et pénètre dans le nord de la province où elle peut compter sur l'appui des tribus Baluba⁹. Sous le commandement d'une quinzaine de mercenaires, un détachement de la Gendarmerie katangaise arrête la progression des forces gouvernementales à proximité de la frontière du nouvel État. Ainsi, à peine nées, les troupes sécessionnistes montrent leur capacité à tenir tête à celles de Léopoldville. Si la Gendarmerie katangaise tient les agglomérations, les milices tribales Baluba sont capables d'agir dans toute la zone. Pour la viabilité du nouvel État, cette guérilla doit être réduite, tandis que les accrochages avec les forces gouvernementales se multiplient. La situation militaire évolue ensuite en raison de l'implication de la communauté internationale.

Comme Moïse Tshombé refuse de se soumettre aux injonctions de l'ONU et a constitué une véritable armée à son service, les Casques Bleus déployés au Congo depuis le 14 juillet 1960 sont autorisés, pour mettre fin à la guerre civile, à avoir recours à la force par une résolution adoptée en février 1961¹⁰. Ils mènent l'opération *Rumpunch* dont l'objectif premier est de capturer les personnels militaires étrangers au service du Katanga¹¹. Le 28 août, à l'aube, des troupes indiennes et suédoises des Nations Unies investissent l'aéroport et le central téléphonique d'Élisabethville. Un peu plus tard, ils encerclent le bâtiment de la radio katangaise et le siège de la Gendarmerie. Moïse Tshombé cède aux exigences de l'émissaire de l'ONU et annonce dans une émission radiodiffusée que son gouvernement a approuvé l'évacuation du personnel militaire étranger et a mis fin aux services de tous les étrangers dans les rangs de ses forces. En attendant un règlement diplomatique, la situation militaire est gelée ; les Casques bleus quittent Élisabethville. Venus apporter leur concours à l'autorité légitime de Léopoldville, ils sont parvenus à décapiter la Gendarmerie katangaise sans tirer le moindre coup de feu. Cette opération accrédite l'idée que ces combattants étrangers sont les piliers sur lesquels le mouvement sécessionniste comptait faire reposer son indépendance et que l'espoir de ramener le Katanga à l'obéissance semble animer le secrétaire général de l'ONU dont on attend la venue prochaine. En attendant, sur 442 personnels étrangers identifiés par ses services, 273 sont arrêtés et expulsés vers leur pays d'origine : 144 sont des militaires de carrière belges et 113 des mercenaires¹².

⁸. Pour les premiers, les autorités diplomatiques belges prêtent leur concours. Pour les hommes d'Afrique australe, des tournées de recrutement sont opérées à grand renfort de publicité (Archives diplomatiques du royaume de Belgique, carton 14 662).

⁹. Également appelées Lubas, ces tribus sont sans doute installées dans la région du lac Kisale depuis le III^e ou IV^e siècle de notre ère. Elles sont aujourd'hui présentes dans tout le Katanga et dans le sud du Kasaï. Réputés guerriers, les Balubas étaient souvent utilisés comme main d'œuvre minière par les Belges pendant la colonisation et en partie décimés par les mauvais traitements.

¹⁰. Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU n° 161 du 21 février 1961.

¹¹. Dans le cadre de la Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU n° 161 du 21 février 1961.

¹². Rapport de l'officier général en charge de l'opération des Nations Unies au Congo, 14 septembre 1961 (Rapport ONU-S/4940).

En réalité, une partie des étrangers est demeurée au Katanga et poursuit la contre-insurrection contre les Balubas. À la suite, semble-t-il, d'un accrochage avec des Casques bleus, ces derniers rompent la trêve le 13 septembre 1961. Gurkhas en tête, ils lancent la deuxième bataille d'Élisabethville. Les combats sont intenses et les opérations militaires s'étendent aux autres grandes villes de la province¹³. À Élisabethville, Faulques peut compter sur un millier de gendarmes katangais, sous les ordres des mercenaires européens qui ont échappé à *Rumpunch*. Contrairement à leurs espoirs, les troupes onusiennes n'arrivent pas à obtenir un avantage décisif. Par un accord signé le 17 octobre, une zone tampon est donc confiée à l'ONU au nord d'une ligne Luena-Mitwaba-Manono-Albertville. Une seconde offensive des Casques bleus est lancée le 5 décembre et dure jusqu'au 21 décembre. Les Casques bleus décident d'une attaque aérienne, suivie de la marche sur la ville d'un contingent suédois et de la brigade indienne du général Raja. À Élisabethville, la Gendarmerie katangaise oppose pourtant une vive résistance. Le 15, la moitié de la ville reste aux mains des Katangais : « Matraqués par mes mortiers, mitraillés par les armes lourdes des gendarmes, tirés comme des lapins par les groupes d'assaut activés par Faulques, les Casques Bleus finissent par ne plus se risquer dans les larges avenues de la ville » affirme Bob Denard dans un témoignage rédigé dans les années 1990¹⁴. La capitale sécessionniste finit cependant par tomber.

Au cours de l'année 1962, après la vague d'expulsions qui a suivi *Rumpunch*, les « Affreux » sont tous de retour. Roger Faulques leur confie la défense des districts du Katanga : unité « Bison » de Bob Denard à Kamina, Jean Schramme à Albertville et Christian Tavernier dans la province du nord. Une nouvelle campagne militaire est nécessaire. Le 21 janvier 1963, Bob Denard assure l'ultime défense de Kolwezi. L'ONU autorise la retraite des dernières forces katangaises vers la frontière angolaise. Jean Schramme et Bob Denard commandent une centaine de mercenaires et plusieurs milliers de gendarmes katangais. Les autorités portugaises leur permettent de se réfugier à Luanda.

Place et rôle des mercenaires français dans les forces katangaises

On peut légitimement s'interroger sur la large place accordée aux Français dans la défense du Katanga. Comme les autres mercenaires blancs, ils apportent une gamme de savoir-faire. En effet, au début du recrutement dans le vivier français, les hommes qui viennent servir le Katanga sont des soldats aguerris. Ils ont souvent participé à deux guerres de décolonisation, en Indochine et en Algérie. Certains ont débuté leur carrière dans la Résistance et/ou lors de la campagne de 1944-1945. Maquisard, Faulques rejoint la Première Armée avant de compléter sa formation à Saint-Cyr. Michel de Clary a fait partie du Corps expéditionnaire français lors de la campagne d'Italie¹⁵. À un grade plus modeste, André Bourges a servi pendant la Seconde Guerre mondiale puis en Corée et en Indochine comme sous-officier¹⁶.

¹³. Centre des archives diplomatiques de Nantes (ci-après : CADN), Ambassade de Bruxelles, 80, tél. commun des consuls de Belgique, Portugal, France, Grèce, Suisse et Suède à Élisabethville, 14 septembre 1961,.

¹⁴. Pierre Lunel, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n°1, 1991.

¹⁵. Voir notamment Roger Trinquier, *Le Temps perdu*, Paris, Robert Laffont, 1978.

¹⁶. Archives privées Bob Denard, carton 51.

Leur premier domaine de compétence touche à la formation et à l'encadrement militaire. Ainsi, le centre d'instruction de Shinkolobwe des forces katangaises est-il directement commandé par Faulques et d'anciens sous-officiers expérimentés de l'armée française comme André Bourges, nommé lieutenant au Katanga¹⁷. Le centre d'instruction pour les paras-commandos katangais est également confié à un ancien du 11^e Choc, le lieutenant Badaire¹⁸. Les qualités d'encadrement reposent aussi sur la capacité à faire exécuter des manœuvres à l'échelle tactique, comme lorsque le capitaine Michel de Clary, assisté par Henri Lasimone, obtient le 17 septembre 1961 à Jadotville la reddition de 84 Irlandais des forces onusiennes¹⁹. Très puissante, son attaque sur leurs positions les oblige à se replier et à se retrancher dans une bâtisse où tout approvisionnement en eau leur est coupé²⁰. Les compétences au combat des mercenaires français reposent également sur la maîtrise des tirs de mortier ou des transmissions²¹.

Leur savoir-faire contre-insurrectionnel dans le territoire revendiqué par le gouvernement sécessionniste est particulièrement recherché et les distingue sans doute des autres cadres étrangers. Réinvestissant des pratiques de la direction de la Sûreté en Algérie acquises auprès du colonel Godard, La Bourdonnais est chargé de l'action psychologique à l'état-major katangais²². Cet aspect du travail des mercenaires au Katanga est souvent occulté au bénéfice du seul affrontement avec les forces de Léopoldville et de l'ONU. En effet, les autorités d'Élisabethville doivent également montrer leur capacité à gérer le territoire désormais sous leur contrôle : « Après les carnages tribaux et les exactions militaires, il faut ramener les Balubas dans leurs villages, les convaincre de reconstruire, de remettre les ponts en état, de déposer leurs armes et leurs pouh-pouh [...]. Rude tâche que cette pacification dont les arguments sont des vivres, des cigarettes, du savon. Pour la mener à bien, il faut déjà convaincre les pacificateurs de son utilité», confiera Bob Denard au journaliste Pierre Lunel²³.

Enfin, des compétences techniques sont également maîtrisées par les mercenaires des autres nationalités, comme le tir de mortier ou les transmissions. Toutefois, leur réputation tient principalement à l'expérience du feu : « parmi les mercenaires, les Français jouissent d'une autorité et d'une supériorité professionnelle incontestée à cause des enseignements qu'ils ont tirés d'une longue pratique des stratégies particulières à l'Indochine et à l'Algérie²⁴. »

Du premier commandant de la Gendarmerie katangaise, Roger Trinquier, à l'ultime défense, Bob Denard, les Français sont aux devants de la scène. Si leurs compétences expliquent leur place privilégiée dans l'état-major, elles sont insuffisantes à rendre compte du choix du chef des forces katangaises. Bien entendu, aucun mercenaire parmi les Belges ou les Sud-Africains ne peut aligner des états de services comparables à ceux de Trinquier ou de Faulques. Toutefois, comme dans tout État,

¹⁷. Rapport au secrétaire général de l'ONU de l'officier général en charge de l'opération des Nations Unies au Congo, 20 août 1962 (Rapport ONU-S/0888). Archives privées Bob Denard, carton 51.

¹⁸. AMAE-La Courneuve, Afrique-Levant, 47, tél. de l'ambassade de France à Léopoldville, 9 février 1961.

¹⁹. Rapport au secrétaire général de l'ONU de l'officier général en charge de l'opération au Congo, 20 août 1962 (Rapport ONU-S/0888)..

²⁰. *Ibid.*

²¹. AMAE-La Courneuve, Afrique-Levant, Congo, 48, tél. de l'ambassade de France à Léopoldville, 2 juin 1961.

²². *Idem.*

²³. Pierre Lunel, *op. cit.*, p. 163.

²⁴. AMAE-La Courneuve, Afrique-Levant, Congo, 48, « Note sur mon séjour à Elisabethville du 4 au 10 novembre 1961 », anonyme et datée du 16 novembre 1961.

le choix pour le poste le plus élevé de responsabilité militaire est sensible. Il relève tout autant de logiques politiques que de talents professionnels. Or, de ce point de vue, la situation est paradoxale puisque les principaux soutiens politiques, militaires (en nombre) et financiers de Moïse Tshombé sont belges. La nomination d'un commandant français est donc un choix géopolitique de la part du président katangais.

Il faut d'abord prendre en compte le fructueux travail d'influence exercé sur le président katangais. Son conseiller militaire, le jeune journaliste français Jacques Duchemin, lui souffle l'idée de recourir à ses compatriotes, aguerris par les guerres coloniales. Moïse Tshombé adhère davantage au discours selon lequel il est de son intérêt de ne pas s'en remettre à la seule bienveillance de Bruxelles. Il faut d'ailleurs s'interroger sur le choix même effectué par Tshombé de ce jeune journaliste français comme conseiller militaire. Une main puissante ne l'a-t-elle aidé à parvenir jusqu'à Tshombé ? C'est ce que suggère un diplomate du Quai d'Orsay en janvier 1961:

M. Duchemin paraît avoir une double mission, d'une part, préparer les voies à une visite officielle du chef de l'État katangais en mars prochain [à Paris] et d'autres part, recruter des officiers de réserve pour les forces armées katangaises²⁵.

Écarté du dossier katangais par l'Élysée, le ministère des Affaires étrangères observe en quasi-spectateur cette circulation de combattants de France vers le Congo-Léopoldville. Le terme de « mission » ne laisse pas d'ambiguïté sur l'interprétation de ce fonctionnaire français : Jacques Duchemin a été mandaté et répond donc à une autorité hiérarchique à Paris.

ESQUISSE D'UN SYSTÈME MERCENAIRE : MODALITÉS ET FILIÈRES DE RECRUTEMENT, PHILOSOPHIE ET LIMITES DE CE SYSTÈME

Ainsi, l'engagement des mercenaires français doit-il être mis en relation avec la nouvelle politique africaine de la France à l'heure des indépendances. Pour Paris, comme pour Bruxelles, Pretoria ou Salisbury, la géopolitique des États qui s'impliquent dans cette crise congolaise peut être esquissée à travers les logiques qui guident l'envoi de combattants.

Une double logique : exfiltrer les « nostalgériques » et construire une présence militaire française au Katanga

Comme l'Afrique du sud et la Rhodésie du sud, la France offre des facilités aux représentants katangais en France et se pose en protectrice du mouvement. En retour, le chef de la mission permanente du Katanga en France (non officiellement reconnue comme délégation diplomatique), M. Diur, « extériorise en toutes occasions ses sentiments extrêmement admiratifs à l'égard de la France [...] ». L'attitude de M. Diur a paru trop pro-française à certains hommes politiques étrangers, et, entre

²⁵. *Ibid.*, 47, note de la direction des Affaires politiques Afrique-Levant, Paris, 21 janvier 1961. Jeune journaliste français de 28 ans, Jacques Duchemin occupe ensuite les fonctions de conseiller militaire du président puis de ministre au Katanga.

autres, à M. Spaak », écrit un diplomate du Quai d'Orsay²⁶. Reconnaisants du soutien de Paris, les représentants du Katanga mettent donc en exergue cet appui et le place en concurrence avec celui de Bruxelles.

À Paris, les recrutements se font dans les bureaux de la « mission permanente du Katanga en France » et dans les bars identifiés comme des lieux de sociabilité d'anciens militaires²⁷. Organisés sans effort de discrétion par Carlos Huyghé, un colonel belge devenu membre du cabinet du secrétaire d'État katangais à la Défense, ces enrôlements provoquent des protestations officielles de Léopoldville sans que le gouvernement de Michel Debré s'en préoccupe²⁸. Pour alimenter son réseau, Roger Faulques a également ouvert un « centre de recrutement rue Cambon » auquel participent des officiers français. « Un médecin-colonel, spécialiste des maladies tropicales » fait ainsi passer les visites médicales aux volontaires²⁹. Ceux-ci peuvent également s'adresser aux différents organismes représentant les autorités katangaises à Bruxelles.

Les militaires hostiles au virage entrepris par le pouvoir gaullien sur la question algérienne constituent le cœur de cible du recrutement katangais à Paris. Ils offrent un large éventail qui commence avec les partisans de l'OAS. Alors que de nombreuses unités parachutistes et de la Légion étrangère ont été impliquées dans les principales actions des partisans de l'Algérie française, notamment le putsch des généraux en 1961, on observe l'importance numérique des mercenaires recrutés dans ces troupes au sein de l'état-major katangais. Cela inquiète d'ailleurs le Quai d'Orsay, impuissant dans ce dossier sur lequel il n'a pas la main. Ainsi un télégramme diplomatique cherche-t-il à attirer l'attention de l'administration centrale sur « le cas du capitaine de La Monneraye de La Bourdonnais, (chargé de l'action psychologique), ancien témoin du colonel Godard à Alger et témoin remarqué au procès des barricades »³⁰. L'ONU émet également l'hypothèse de la mise en place d'une filière de recrutement et d'organisation de l'OAS au Katanga au printemps 1962. Les deux animateurs identifiés sont Michel de Clary et Henri Lasimone³¹. Cette filière de la « nostalgie » devient une pompe à aspirer vers le mercenariat des soldats expérimentés mais dont la carrière est brisée.

Pourtant, le recrutement au Katanga ne se limite aux seuls « soldats perdus » de l'OAS³². Également réticents devant le choix gaullien de décoloniser l'Algérie, d'anciens officiers s'engagent comme mercenaires en Afrique mais sans avoir basculé dans l'activisme, comme en témoigne Jacques Duchemin :

À cette époque, la crise de moral de l'armée française à la suite de l'évolution de la politique gouvernementale en Algérie était ouverte [...]. Un nombre important d'officiers étaient prêts à la quitter pour aller au Katanga³³.

²⁶. *Ibid.*, « Note de renseignements sur M. Dominique Diur », Paris, 5 juillet 1961.

²⁷. « Mercenaires et volontaires », *Le Crapouillot*, janvier-février 1994, 69 p.

²⁸. AMAE-La Courneuve, Afrique-Levant, Congo, 47.

²⁹. *Ibid.*, tél. de l'ambassade de France à Léopoldville du 9 février 1961 citant l'AFP.

³⁰. *Ibid.*, 48, tél. de l'ambassade de France à Léopoldville, 22 juin 1961.

³¹. Rapport au secrétaire général de l'ONU de l'officier général en charge de l'opération au Congo, 20 août 1962 (Rapport ONU-S/0888).

³². Vincent Quivry, *Les Soldats perdus. Des anciens de l'OAS racontent*, Paris, Seuil, coll. « L'épreuve des faits », 2003.

³³. Jacques Duchemin, Jacques Le Bailly, Roger Trinquier, *Notre guerre au Katanga*, Paris, Albin Michel, 1963.

L'un des aspects du travail de Jacques Foccart à l'Élysée au moment de la crise katangaise est ainsi de proposer à des officiers, y compris supérieurs, susceptibles de basculer dans l'activisme Algérie française de s'éloigner du théâtre colonial nord-africain et d'aller servir les intérêts français au sud du Sahara.

Le système mercenaire : une « main gauche » de la France

Pour l'Élysée, le Katanga n'est pas seulement un champ de bataille périphérique offert à des soldats perdus des guerres de décolonisation. Il s'agit bien de s'immiscer dans des affaires de l'ancienne propriété personnelle du roi des Belges. L'intention politique française de soutenir le Katanga ne relève pas d'une politique de circonstance mais s'inscrit, en fait, dans la stratégie française de balkanisation de l'Afrique. Définie par de Gaulle selon la vision de Félix Houphouët-Boigny, elle sous-tend l'action de Jacques Foccart au secrétariat aux Affaires africaines³⁴. Jean-Pierre Bat et Pascal Geneste voient dans la sécession katangaise un « laboratoire d'une méthode JMB », sigle désignant Jean Mauriceau-Beaupré³⁵. Ce dernier est chargé en effet de rallier les partenaires africains de la France au soutien au Katanga. Pour cela, il part établir un « contact direct avec Foccart au titre de *missus dominicus*, m[ettre] en réseau des chefs d'États du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) pour harmoniser leurs positions francophiles sur l'intervention au Congo belge par le biais de mercenaires »³⁶.

En raison de ses idées sur l'Algérie, Trinquier a ainsi été rappelé en métropole dès juillet 1960. Sur les conseils de Jacques Foccart, le ministre de la Défense, Pierre Messmer, redirige Faulques et ses cadres sur le Katanga :

Les officiers déclarent qu'ils ont été dirigés sur le Katanga avec l'accord du cabinet de M. Messmer. Leur mise à la retraite leur aurait été accordée le même jour [...]. Les officiers en question assurent qu'ils ont été reçus, le 14 février, par M. Racine, directeur du Cabinet de M. Debré [...]. Vers la mi-avril, M. Bistos, du Cabinet de M. Debré, est venu à Élisabethville. Il se serait présenté à M. Tshombé comme envoyé du Premier Ministre et lui aurait remis une lettre du général de Gaulle³⁷.

Ainsi observe-t-on une filière qui se met en place sous le contrôle de l'Élysée et du ministère de la Défense. Elle ne concerne que des personnalités sensibles et leur entourage mais ces hommes constituent le haut-état-major katangais. Habités par des années de service à répondre aux attentes de leur ministère de tutelle et à sa définition des intérêts stratégiques de la France, ils en demeurent

³⁴. Jean-Pierre Bat, *op. cit.*, p. 79.

³⁵. Jean-Pierre Bat et Pascal Geneste, « Jean Mauriceau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du général », *Relations internationales*, 2010/2, n° 142, pp. 87-100.

³⁶. *Ibid.*, p. 93.

³⁷. AMAE-La Courneuve, Afrique-Levant, Congo, 48, « Note sur mon séjour à Élisabethville du 4 au 10 novembre 1961 », *op. cit.* Jacques Duchemin confirme ces informations et affirme avoir rencontré personnellement Pierre Messmer à propos du recrutement des officiers français (entretien du 14 mai 2013 à Paris).

fondamentalement des agents, certes officieux, mais qui s'engagent à mettre en œuvre sa politique. À ce titre, ils ne sont pas exactement des mercenaires au sens où on l'entend traditionnellement, c'est-à-dire des combattants qui offrent une prestation uniquement contre des bénéfices substantiels. Le lien entre les autorités françaises et les hommes qui sont au sommet de la chaîne hiérarchique du Katanga constitue le premier pilier du système.

On mesure à quel point l'État français a encouragé les engagements de certains de ses ressortissants comme mercenaires au Katanga en concurrence des Belges. Les milieux diplomatiques savent que, malgré son caractère officieux, le colonel Faulques part « avec un ordre de mission signé du ministre des Armées³⁸. » D'ailleurs, dès l'arrivée des Français, les Belges perçoivent les officiers supérieurs comme une « main gauche » de l'État français. En réalité, dès l'épisode de la venue de Trinquier, le rapport de force s'installe entre Belges et Français. La volonté du colonel français de prendre la tête de la Gendarmerie katangaise et « de disposer d'un état-major composé exclusivement d'officiers ou ex-officiers français [...] auraient provoqué des réactions qui feraient craindre au gouvernement belge que les officiers de cette nationalité ne demandent à rentrer en Belgique³⁹. » La France remporte immédiatement son bras de fer : Bruxelles demande à Paris d'envisager un partage entre militaires français et belges. Certes prévisible et inévitable, la confrontation avec les Belges constitue une première limite à l'efficacité du système mis en place.

Toutefois, cette opposition entre les deux nationalités n'est pas encore frontale pour deux raisons principales⁴⁰. En premier lieu, les deux anciennes puissances coloniales ont, toutes les deux, intérêt à une victoire des Katangais, ou tout au moins à faire de Moïse Tshombé un personnage central de la scène politique de cet immense territoire au cœur du continent. En effet, le système Foccart, comme les calculs de Bruxelles, repose sur la capacité à disposer de relais d'influence dans les États nouvellement indépendants. Le Congo-Léopoldville retient l'attention en raison de sa position géographique et de sa taille. Parmi les autres puissances, les États-Unis s'appuient sur le groupe de Binza⁴¹. Pour Washington, la résolution de la crise katangaise permettrait de bien asseoir ces hommes qui ont établi des contacts avec la CIA⁴².

Par ailleurs, les logiques de Guerre froide guide également les positions américaines sur la crise congolaise. Selon le Premier ministre belge, Paul-Henri Spaak, les États-Unis sont « convaincus de la gravité des dangers que l'affaire du Congo fait courir à l'existence des Nations Unies, à la sécurité de l'alliance atlantique et au continent tout entier », au point d'envisager « une action militaire, et

³⁸. À la grande indignation des diplomates français, comme le montre notamment une note de la direction Afrique-Levant du 28 mars 1961 in AMAE, Afrique-Levant, Congo, 48. Officiellement, Faulques a cependant été réformé pour invalidité.

³⁹. CADN, Ambassade de Bruxelles, 80, dép. de Raymond Bousquet, ambassadeur de France en Belgique, 1^{er} février 1961.

⁴⁰. Elle ne le deviendra qu'après le retour des mercenaires au Congo-Léopoldville en 1964.

⁴¹. Il prend forme quand Mobutu obtient en septembre 1960 la mise en place du « collège des commissaires généraux » à Léopoldville. Dès octobre, il devient Premier ministre à la place de Lumumba. Outre Mobutu, les principaux membres du groupe de Binza sont Justin Marie Bomboko, (Diplomatie), Victor Nendaka (Sûreté), Albert Ndele (Monnaie), Cyrille Adoula (Ministre), Damien Kandolo (secrétaire général à l'Intérieur). L'appellation s'explique par les réunions du groupe au Camp para commandos à Binza (Camp Tshatshi).

⁴². Larry Devlin, *CIA : mémoire d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, Paris, Jourdan éditeur, 2009.

purement américaine s'il le fallait, pour mettre fin à la sécession katangaise »⁴³. En réalité, l'administration Kennedy est beaucoup plus partagée que ne le pense Paul-Henri Spaak⁴⁴. *A minima*, la présence de nombreuses troupes de l'ONU est analysée par Washington comme un barrage aux communistes au Congo : « La présence d'une large force de maintien de la paix de l'ONU rendit difficile pour l'URSS la justification de l'envoi de troupes, d'argent et d'armes au Congo⁴⁵. »

Il n'y a également pas de choc frontal entre Paris et Bruxelles parce que, dans les rangs des officiers subalternes et des sous-officiers, Belges et Français sont mêlés et travaillent en bonne intelligence, étrangers aux manœuvres politiques. La plus grande partie de ces hommes viennent s'engager au Katanga de façon indépendante autant (et peut-être davantage) dans une démarche de mercenaire que dans celle d'agents officiels de leur pays. L'information selon laquelle les sécessionnistes congolais recrutent circule rapidement dans certains milieux militaires. Des bars parisiens identifiés, la nouvelle se diffuse ensuite vers des cercles de sociabilité, comme les amicales liées à la Légion étrangère ou aux régiments parachutistes. Dans ces cercles, l'amertume vis-à-vis de la politique de décolonisation du président de Gaulle facilite le basculement vers le mercenariat. Du point de vue de Paris, ces hommes sont également utiles car ils permettent de faire gonfler le contingent des Français au Katanga face aux Belges ou aux Sud-Africains et Rhodésiens. À ceux qui sont parvenus jusqu'au Katanga, souvent en passant par le Congo-Brazzaville, le consul de France à Élisabethville, Joseph Lambroschini, facilite les démarches d'engagement au sein des forces armées du Katanga⁴⁶. Parmi d'autres, Bob Denard suit cette filière ; c'est d'ailleurs par méprise au moment de son engagement qu'il se retrouve dans le corps des officiers, alors qu'il n'était que quartier-maître dans l'armée française.

La plupart des mercenaires français engagés au Katanga échappent donc au contrôle direct des autorités françaises. Cependant, à l'instar de Bob Denard qui se distingue assez rapidement, les plus prometteurs sont sous surveillance au cas où il faudrait les approcher. L'« Affreux » est suivi avec attention par Jean Maurice Beaupré, l'homme de confiance de Jacques Foccart. Denard serait abordé ouvertement par ce dernier pour la première fois en septembre 1961 lors de son passage à Paris après *Rumpunch*⁴⁷. Le SDECE fait également suivre Denard mais sans doute plus tardivement. Dans ses mémoires, le chef du secteur Afrique au sein des services secrets français, Maurice Robert, laisse entendre qu'il garde un œil sur le parcours de Denard pendant deux ans avant d'établir le contact⁴⁸. Or, celui-ci n'intervient sans doute qu'au cours de l'année 1964.

Les mercenaires, ultime maillon de la chaîne du système Foccart en Afrique

Au début des années 1960, le système de défense, voire d'extension, du « pré-carré » français en Afrique se met donc en place sous la houlette de Jacques Foccart, c'est-à-dire de l'Élysée. L'aide

⁴³. Propos rapportés par l'ambassadeur de France, Francis Lacoste, après son entretien avec le Premier ministre belge, in CADN, Ambassade de Bruxelles, 80, tél. du 6 août 1962.

⁴⁴. Thomas G. Paterson, *Kennedy's quest for victory: American foreign policy 1961-1963*, Oxford, University Press, 1989.

⁴⁵. Larry Devlin, *op. cit.*, p. 188.

⁴⁶. Claude Faure, *Aux services de la République, du BCRA au SDECE*, Paris, Fayard, 2004.

⁴⁷. Jean-Pierre Bat, *op. cit.*, p. 318.

⁴⁸. Maurice Robert, *Maurice Robert, ministre de l'Afrique : entretiens avec André Renault*, Paris, Seuil, 2004.

française se manifeste par des facilités pour des livraisons d'armes au gouvernement de Moïse Tshombé. En 1961, un pilote rapporte dans la presse avoir amené 4 avions Dornier de Munich à Kolwezi. Le parcours emprunté par la petite escadrille dessine une carte des relais de Paris dans sa politique interventionniste au Congo. En effet, au lieu d'un vol direct en direction du Congo-Léopoldville, après le survol de l'Algérie avec « l'autorisation de la force aérienne française » jusqu'à Tamanrasset, « le Français qui commandait notre formation décida de traverser le Cameroun », rapporte à la presse l'un des convoyeurs⁴⁹. Le Congo-Léopoldville est ensuite contourné par l'ouest avec une escale à Libreville au Gabon. Dirigé par Léon Mba, le pays s'insère dans les réseaux de Jacques Foccart. L'escadrille passe ensuite par l'Angola. Soucieux de conserver sa colonie, le Portugal de Salazar se montre solidaire de toutes les initiatives européennes qui affaiblissent les nouveaux pouvoirs issus des indépendances. Enfin, les avions entrent dans l'espace aérien congolais à proximité immédiate du Katanga.

D'autres livraisons d'armes se font régulièrement par l'Angola. Un journal néerlandais évoque par exemple « des hélicoptères *Alouette* et un nombre imprécis de chasseurs *Harvard* » commandés et attendus en provenance de Luanda⁵⁰. Les portes d'entrée des Français sur le Congo-Léopoldville sont le Cameroun, le Gabon et l'Angola. Paris peut ainsi rapidement soutenir des mercenaires dans quasiment n'importe quelle région de l'ancienne colonie belge. Plus généralement, ses capacités de monter une opération couvrent une large moitié occidentale de l'Afrique subsaharienne. Plus au nord, la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny constitue un autre point d'appui. La géographie de l'influence française en Afrique se dessine. Or, le Congo-Léopoldville est un immense État au cœur du continent, carrefour qu'il pourrait être particulièrement utile de pouvoir utiliser pour sa longue frontière commune avec la Centrafrique (« pré-carré ») et la Rhodésie du Nord mais aussi avec les États de la région des Grands Lacs.

Ainsi l'épisode katangais est-il le premier au cours duquel Jacques Foccart peut éprouver l'efficacité de la chaîne logistique de son dispositif africain. Elle est mise au service des mercenaires français et de l'acteur africain sur lequel Paris a misé, en l'occurrence Moïse Tshombé. Le second pilier du système mercenaire est donc son intégration au dispositif français en Afrique qui permet d'alimenter ces combattants en armes et, éventuellement, de leur faire passer des consignes ou de les rapatrier. Pour cela, y compris sur place, il faut des relais. À Élisabethville, le consul de France, Joseph Lambroschini, dont on a évoqué les prises de position, est considéré comme un « honorable correspondant » (HC) du SDECE⁵¹. Il essaie de mobiliser ses confrères étrangers contre le passage dans la ville d'un véhicule ONU sur lequel un Africain noir appelle la population à dénoncer les mercenaires contre rémunération. Selon le représentant de la France, cette pratique risque d'inciter à la haine raciale⁵². La faiblesse de l'argument montre à quel point Lambroschini cherche à maintenir la solidarité entre la population et les mercenaires.

Limites du système mercenaire

⁴⁹. « Le Katanga réarme : j'ai fourni des avions à Tshombé. Du Munich au Katanga : le vol le plus mystérieux de ma vie », *Zondags Nieuws* n° 149, 4 novembre 1961, traduit par les services diplomatiques français : CADN, Ambassade de Bruxelles, 80.

⁵⁰. *Ibid.*

⁵¹. Sans être membre du SDECE, un HC fournit des informations aux services secrets.

⁵². L'action de Patrice de Beauvais est signalée à la date du 4 janvier 1963, « Journal des événements décembre 1962-janvier 1963 » par Frédéric Vandewalle au ministre des Affaires étrangères et des Affaires africaines, Archives diplomatiques de Belgique, 18 882/IX.

En même temps que Paris parvient à développer cette stratégie de renforcement du « pré-carré » et à étendre son influence à un État francophone non issu de son Empire colonial, on mesure immédiatement certaines limites du système mercenaire. Même si les intérêts des deux États sont convergents, la France demeure très dépendante du Portugal pour disposer d'une base arrière à proximité immédiate des mercenaires engagés au Katanga. En 1963, quand la sécession est circonscrite, les mercenaires sont accueillis à Luanda et il semble que la métropole portugaise accepte de prendre en charge au moins une partie de leurs émoluments. Moïse Tshombé souhaite former des groupes qui mèneraient une guérilla subversive au Katanga. Même s'il peut compter sur les derniers mercenaires qui ont reflué du Katanga, dont Bob Denard et ses hommes, il renonce, faute d'appui des autorités de Lisbonne. Autant, les relais francophones peuvent suffire aux réseaux Foccart pour les liaisons aériennes ou pour des actions ponctuelles de type commando, autant pour des combats au sol, la continuité territoriale offerte par l'Angola est strictement nécessaire et sera vérifiée lors de toutes les opérations menées par des mercenaires au Congo jusqu'en 1967.

En second lieu, en prenant une place de choix dans l'état-major katangais, les Français doivent en assumer les éventuelles exactions. Paris le comprend comme on le voit lorsqu'il est confronté au problème de la disparition de Patrice Lumumba et de sa liquidation au Katanga. Le colonel Trinquier a combattu en Indochine où il s'est aguerri en techniques de guérilla et contre-guérilla. Il figure ensuite dans l'état-major du général Massu en Algérie. À ce titre, il joue un grand rôle dans la mise au point du plan de contre-insurrection appliqué lors de la bataille d'Alger. Sa venue au Katanga peut donc laisser penser qu'il est impliqué dans l'affaire Lumumba, ce qui n'est pas le cas. La prudence de Paris, qui ne souhaite pas être impliquée dans ce dossier d'assassinat, explique que Trinquier doive renoncer à ses fonctions katangaises⁵³.

Roger Faulques devient finalement la pièce maîtresse du système mercenaire mis sur pied par Jacques Foccart. Son passé d'officier supérieur et ses états de services imposent le respect aux autres mercenaires qui le considèrent comme le « patron » au-delà de son commandement au Katanga⁵⁴. En effet, la politique du Secrétaire aux Affaires africaines et malgaches, consistant à « recycler » en Afrique subsaharienne des officiers trop impliqués contre la politique gaullienne en Algérie, semble partagée par ces derniers, comme en témoigne le colonel Trinquier :

Certains étaient laissés dans une inactivité dangereuse. Leur donner un nouveau champ d'action où ils pourraient à la fois servir la France et l'Occident m'apparaissait à cette époque comme une occasion providentielle qu'un gouvernement lucide avait tout intérêt à favoriser⁵⁵.

Cette politique n'est pourtant qu'une réussite partielle. Si les partisans de l'Algérie française sont effectivement nombreux au Katanga, certains n'y demeurent pas. Ainsi, les colonels Yves Godard et Joseph Broizat, qui ont accompagné Trinquier auprès de Tshombé, restent-ils suffisamment peu de temps à Elisabethville pour rejoindre le putsch des généraux en avril 1961. D'autres, comme Clary et Lasimone, maintiennent des liens avec l'OAS⁵⁶.

⁵³. AMAE-La Courneuve, Afrique-Levant, Congo, 47.

⁵⁴. Comme l'ont confirmé les entretiens avec Jacques Duchemin (le 14 mai 2013 à Paris) et trois anciens mercenaires ayant désiré conservé l'anonymat (les 13 et 14 octobre 2012 à Grayan).

⁵⁵. Roger Trinquier, *op. cit.*

⁵⁶. Rapport au secrétaire général de l'ONU de l'officier général en charge de l'opération au Congo, 20 août 1962 (Rapport ONU-S/0888).

Pour conclure, on peut donc considérer que la sécession katangaise permet à Jacques Foccart d'intégrer les mercenaires comme l'un des principaux outils imaginés pour mettre en œuvre la politique de maintien, voire d'extension ici, du « pré-carré » français en Afrique. Sur la scène du Congo-Léopoldville, comme sur d'autres, on constate que les choix français divergent de ceux des États-Unis, chef de file du bloc occidental. Une autre difficulté consubstantielle à la mise en place de ce système mercenaire est l'articulation avec la puissance coloniale belge au Congo, théâtre d'opération qui joue un rôle majeur dans la mise en place du système (Katanga puis crises congolaises de 1964 à 1967).

Paris s'appuie sur ces combattants expérimentés qui répondent aux besoins de leurs interlocuteurs africains, en l'occurrence Moïse Tshombé, appelé à devenir Premier ministre du Congo ensuite. Ce système mercenaire esquissé en 1960 repose sur un groupe d'officiers supérieurs qu'on estime devoir être écartés du théâtre algérien pour des raisons politiques. Pour autant, ces hommes demeurent prêts à servir les intérêts du pays en Afrique subsaharienne. Si l'on s'en tient au critère de l'argent pour définir le mercenariat, ils ne sont pas de véritables mercenaires mais s'apparentent davantage à un service Action parallèle et officieux. Ils s'avèrent donc les outils parfaits pour la politique foccartienne.

Pourtant, ils vont rapidement disparaître de la scène mercenaire qui, fondamentalement, ne correspond pas à leurs valeurs. Trinquier n'endosse ainsi cette position d'« Affreux » que durant quelques semaines. La difficulté de l'articulation du système mercenaire va alors venir de l'émergence d'autres figures qui participent à cette expérience katangaise. Incarnés par Bob Denard, ils sont venus de leur propre volonté et ne travaillent donc pas pour la Patrie mais pour leur propre compte. Instrumentalisés par le système mercenaire de façon inconsciente, les plus capables d'entre eux devront être intégrés par la suite. Cet enjeu est vital pour la pérennité du système imaginé par Jacques Foccart. Comme il est impossible de convaincre des dizaines d'hommes, voire davantage entre 1964 et 1967, cela passe également par le choix d'un petit nombre d'entre eux à qui on offre des contrats ou des moyens logistiques pour mener des opérations mercenaires. Ainsi, outre les talents de meneur d'homme dont il fait preuve au Katanga, Denard retient-il plus particulièrement l'attention de Maurice Mauricheau-Beaupré car, contrairement aux anciens officiers d'Algérie, il mise tout sur son avenir de « chien de guerre »⁵⁷.

Cela suppose *a contrario* qu'en créant des chefs au groupe mercenaire français et en leur offrant une véritable assise, ces chiens de guerre peuvent chercher à échapper au contrôle de la puissance étatique et devenir de vrais *condottieri* indépendants. Quand il écrit son justificatif en vue de son procès qui constitue en même temps ses mémoires, Bob Denard l'intitule *Corsaire de la République*. Il escamote cette tension sous-jacente entre dépendance du mercenaire vis-à-vis du système qui l'a créé et désir d'affranchissement.

WALTER BRUYÈRE-OSTELLS

Sciences Po Aix-en-Provence

⁵⁷. Jean-Pierre Bat, *op. cit.*, p. 318.

La révolte des mercenaires contre Mobutu en 1967

Durant l'été 1967, la presse internationale suit les rebondissements des événements militaires en République Démocratique du Congo (RDC) : les combattants de Bob Denard ou Jean Schramme se soulèvent contre leur employeur, le général et président Mobutu. Ils tiennent tête pendant plusieurs mois à l'Armée Nationale Congolaise (ANC) dans la région de Bukavu. Depuis son indépendance en 1960, l'ancien Congo belge est un laboratoire de nouvelles pratiques militaires avec la renaissance du phénomène du mercenariat. Dès 1960, la sécession du Katanga marque l'irruption sur la scène géopolitique des « Affreux ». Engagés au Katanga au service des intérêts miniers belges, les mercenaires se lient au président de la province séparatiste, Moïse Tshombé. Après ce premier épisode, les « Affreux » sont de retour en RDC en 1964. Cette fois-ci, ils sont au service du pouvoir central où Moïse Tshombé occupe la place de premier ministre. L'année suivante, le général Mobutu prend le pouvoir par coup d'Etat et conserve les étrangers pour encadrer l'ANC. Deux ans plus tard, ils se retournent contre lui. Ces « volontaires étrangers » sont principalement issus de trois unités. La première est le 5^e commando (5^e codo) dirigé par Mike Hoare ; la seconde, le 6^e Bataillon Commando Etranger (6^e B.C.E.), est placée sous les ordres de Bob Denard ; la troisième est le 10^e Codo dont le Belge Jean Schramme assure le commandement. Apparemment mineure, la révolte des « Affreux » en 1967 est, en réalité, révélatrice de nombreuses mutations.

A l'issue de ces événements, Bob Denard s'impose comme la principale figure du milieu mercenaire en Afrique. Il incarne jusqu'à la fin des années 1980 (voire jusqu'en 1995 avec la tentative de retour aux Comores) le mercenariat français et européen. Les changements successifs de camp des « Affreux » en RDC ont, à la fois, fasciné le public occidental et fait naître une double légende, noire ou dorée, des personnalités de cette nouvelle catégorie d'acteurs de la scène politique et militaire africaine. A la lumière de l'étude de la révolte de 1967, il s'agit ici de comprendre et d'analyser les mutations des pratiques combattantes et de la géopolitique incarnées par les mercenaires. Leur action a été considérée comme suffisamment sensible pour qu'à la suite de ces événements et de la guerre au Biafra, l'OUA cherche à réglementer leur utilisation. L'organisation panafricaine édicte en 1972 le premier texte international sur le sujet, la Convention pour l'élimination des mercenaires en Afrique.

Pour mieux appréhender les enjeux à moyen terme de leur action en Afrique, l'analyse se fera à trois échelles : enjeux internes au groupe de ces nouveaux acteurs des guerres de la période post-

coloniale, enjeux pour le Zaïre en incapacité de se stabiliser depuis son indépendance et pour la géopolitique africaine, voire mondiale.

Organisation d'un nouveau groupe de combattants dans les conflits post-coloniaux :

Pour le groupe des « volontaires étrangers » présents en RDC, la première conséquence de la révolte de 1967 est une hiérarchisation nouvelle du milieu et l'effacement de la plupart des figures qui avaient marqué la première moitié des années 1960. La sécession du Katanga et le recrutement des « Affreux » est un événement fondateur dans l'emploi de mercenaires dans l'Afrique post-coloniale. Elle met en lumière quelques grands chefs irréguliers. Anciens officiers supérieurs de l'armée française, Roger Trinquier et Roger Faulques sont trop liés à leur institution d'origine et n'agissent que sur ordre secret de Paris. Tony de Saint Paul meurt au Yémen en 1963. Après cette date, seules se dégagent trois grandes figures : Mike Hoare, Jean Schramme et Bob Denard. Inconsciemment ou non, ils sont en compétition sur ce « marché » nouveau du mercenariat.

Les éléments anglophones s'effacent les premiers de la scène zaïroise. Dirigés par Mike Hoare, les 300 hommes environ du 5^e codo ont très bonne réputation et font figure de groupe d'élite parmi les unités étrangères. Pourtant, leur commandant retourne à la vie civile en Afrique du sud. Ensuite, placé sous les ordres de Peeters, son second, le 5^e codo est écarté des opérations les plus décisives. Essentiellement composée de Sud-Africains, le groupe a toujours opéré séparément des autres étrangers et de l'ANC « puisqu'ils [les hommes du 5^e codo] sont par définition racistes⁵⁸. » Au contraire, les 6^e et 10^e codo servent à encadrer l'armée congolaise. En novembre 1964, les 500 « volontaires étrangers » reprennent le contrôle de Stanleyville (Kisangani) face à la guérilla. Par petits groupes de 3, 5, 10 ou 20, Belges et Français encadrent des régiments de l'ANC sur tout le territoire de la RDC⁵⁹.

L'échec de la révolte de 1967 marque la perte de crédibilité de Jean Schramme. Même s'il est grièvement blessé le 5 juillet au cours des combats et évacué vers la Rhodésie, Bob Denard s'impose désormais comme le principal chef mercenaire. En réalité, les événements de 1967 sont l'aboutissement d'un processus qui se déroule entre 1964 et 1967. Après le Katanga, les Belges sont les plus nombreux et surtout occupent les fonctions stratégiques : « Les Belges avaient les postes-clés, commandants de base, 3^e, 4^e bureau ainsi que tous les services⁶⁰. » Peu à peu, c'est à Denard que sont confiées de nouvelles responsabilités, comme le montre le projet de Mobutu de mettre sur pied une

⁵⁸ « Le Français Bob Denard et les mercenaires de Kisangani », article paru dans *Le Monde* le 3 août 1966.

⁵⁹ *Ibidem*.

⁶⁰ Mémoire dactylographié d'Hubert Pinaton, « Les événements de l'Est du Congo », 25 p. Il est tiré de son *journal* manuscrit de janvier à août 1967, rédigé sur deux cahiers d'écolier (Archives privées Denard, carton 68).

brigade mixte volontaires étrangers-ANC. L'organisation du futur corps et son commandement sont attribués à Denard. Pour cela, le Français envoie en 1966 des agents de recrutement en Europe. Désormais, il élargit son cercle au-delà de l'Hexagone et même de la Belgique. Un de ses hommes opère ainsi en Espagne ; un autre en Italie⁶¹. Au delà du cas personnel de Denard, les Français du 6^e B.C.E. s'imposent progressivement aux dépens des Belges. Ancien officier de l'armée française, le major Pinaton⁶² décrit ainsi le jeu de rivalités entre étrangers : « Dès le début, je sentis une hostilité marquée de la part des « cadres » belges qui voyaient en moi le Français devant occuper un poste important et le major venant s'introduire dans leur tableau d'avancement⁶³. »

Ainsi, la concurrence entre mercenaires belges et français entraîne de fréquentes tensions. Le colonel Wauthier, qui prend la tête d'une révolte des Katangais en 1966, n'hésite pas l'année précédente, à protester de l'avancement donné au Français Bob Denard⁶⁴ : « J'apprends avec stupeur la nomination au grade de major du commandant Denard (...). Il me répugne de critiquer un collègue mais il serait naïf de ne pas vous faire remarquer que le nouveau promu, quartier-maître de son armée d'origine, est à votre service depuis quatre mois et bénéficie déjà de promotions qui nous furent refusées après sept mois de services tout aussi valables (...). Croyez bien, mon général, que nous restons les Katangais et moi-même vos fidèles serviteurs malgré que ceux-ci ne savent plus non plus ce qu'est l'avancement suivant le mérite⁶⁵. » Cette frustration de certains Belges et des Katangais est l'un des moteurs de leur insurrection à l'été 1966. Cette première révolte de mercenaires et des ex-gendarmes est appuyée par une petite partie du 6^e B.C.E.

Finalement, elle assure la place dominante de Bob Denard. En effet, il résiste aux insurgés à Kisangani et empêche que le mouvement fasse tâche d'huile parmi les mercenaires étrangers. Dans un second temps, il assure l'écrasement des insurgés et fait ainsi preuve de sa fidélité à Mobutu. Il en reçoit des marques de gratitude, comme ce courrier du commandant en chef de l'ANC : « Je tiens à vous féliciter très sincèrement et vous remercier de tout cœur au nom du président de la République

⁶¹ Rapport *Mission de recrutement en Espagne* du capitaine Polavieja au colonel Denard, commandant du 6^e B.C.E., établi à Kinshasa le 13 février 1967 et courrier du 6 décembre 1966 envoyé par le lieutenant-colonel Denard au colonel Botteti, attaché militaire de l'ambassade de R.D.C. signalant les missions en France, en Espagne et de l'adjudant Zambon en Italie (Archives privées Denard, carton 56).

⁶² Né dans le Nord en 1931, Hubert Pinaton s'illustre lors de la campagne de 1940 puis dans la Résistance en Bretagne. Il sert ensuite comme sous-officier en Indochine. Passé dans le corps des officiers en 1954, il rejoint l'Algérie et finit sa carrière comme commandant en 1966. Il est décoré de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire.

⁶³ Mémoire dactylographié d'Hubert Pinaton « Les événements de l'Est du Congo », *op. cit.*, p 7.

⁶⁴ Arrivé à Léopoldville le 22 février 1965, Denard est fait major le 1^{er} juillet puis lieutenant-colonel le 1^{er} mai 1966.

⁶⁵ Courrier adressée par le commandant Wautier adressé au général Bobozo, commandant en chef de l'ANC le 1/8/65 (Archives privées Denard, carton 78).

Démocratique du Congo pour l'excellent travail accompli par vos militaires pour la réussite de l'opération Kasebe-Shabunda sur la rivière Lugulu pour empêcher et désarmer la colonne des ex-gendarmes katangais qui ont pisté de Punia, Kasebe et Shabunda (...)»⁶⁶. » Denard démontre ainsi sa volonté de répondre au contrat qu'il a rempli avec ses employeurs. Il comprend que le signal peut être reçu par d'autres commanditaires potentiels. Le Français cherche donc à faire de ses hommes un modèle de troupe mercenaire par sa qualité militaire mais aussi sa capacité à remplir fidèlement la mission qui lui a été confiée : «Considérons-nous comme étant au service d'un patron, et quand on est au service d'un patron, celui-ci vous paie pour votre rendement, il faut lui apporter quelque chose ; sinon, il vous remercie»⁶⁷. »

Pour cela, en profitant du ralliement d'une partie du bataillon à la révolte des Katangais qu'il a écrasée, il renforce son autorité sur les mercenaires étrangers : « Il faut bien se mettre à l'évidence que le 6^e codo comme il existait avant, il est nécessaire de tracer une nouvelle ligne de conduite, compte tenu des éléments dont je dispose. J'ai conscience d'avoir fait mon travail et de l'avoir bien fait»⁶⁸. » La phase d'éparpillement des « volontaires étrangers » pour encadrer des éléments de l'ANC est achevée. Denard regroupe les hommes du 6^e B.C.E. Désormais, son ambition est de bâtir autour de lui une troupe étrangère d'élite par sa « conscience professionnelle » et son comportement exemplaire: « On peut prendre exemple sur le 5^e codo car le 5^e codo ne fait qu'un seul homme ; pour le 6^e BCE, ce n'est pas encore le cas ; ce n'est pas parce que nous sommes mélangés, de nationalités différentes, il y a chez nous des Belges, des Français, des Italiens, etc... Il faut créer un esprit de corps car c'est cet esprit de corps qui fera alors notre force et les gens qui nous emploient en seront conscients (...). Je sais bien que vous avez parfois été livrés à vous-mêmes mais, dans certaines circonstances, certains se révèlent, d'autres se pourrissent. Voyez les événements de Kisangani et voyez qu'avec une petite minorité, on peut faire quelque chose (...)»⁶⁹. » Denard réorganise le 6^e B.C.E. et consacre plus particulièrement ses soins à la mise en place d'un corps d'élite, le « 1^e choc » : « Dans un très prochain temps, ceux qui sont ici seront regroupés sous les ordres du capitaine Dulac en un 1^e groupe de combat»⁷⁰. »

⁶⁶ Courrier du 22 octobre 1966 adressé à Bob Denard, commandant du 6^e B.C.E. par le général Bobozo, commandant en chef de l'ANC (Archives privées Denard, carton 68).

⁶⁷ Allocution du lieutenant-colonel Denard, *P.V. de la réunion du personnel administratif de la base de transit de Kinshasa (4 septembre 1966, état-major du 6^e B.C.E.* (Archives privées Denard, carton 68).

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Discours du lieutenant-colonel Denard à ses hommes, *Rapport de la réunion des volontaires du 6^e B.C.E.présents à Kinshasa le 5 septembre 1966* (Archives privées Denard, carton 68)

⁷⁰ Courrier du 22 octobre 1966 adressé à Bob Denard, commandant du 6^e B.C.E. par le général Bobozo, commandant en chef de l'ANC (Archives privées Denard, carton 68).

La nouvelle structuration du bataillon de Denard passe par une épuration et la disparition des mauvais comportements : « Tous les petits trafics, et je pourrais en citer pas mal car je suis bien informé, n'ont fait que nuire à l'esprit de solidarité et de camaraderie ; on a même vendu un revolver jusqu'à 100 000 francs, bien entendu s'il y a des pigeons tant pis pour eux mais dans ce domaine, il y a beaucoup à dire⁷¹. » De fait, dans la compétition entre les différents groupes, les faiblesses de certains mercenaires doivent servir aux autres à se distinguer. Le major Pinaton met en valeur ses efforts personnels dans le domaine : « Denard me fit appeler et me confia le commandement de la 3e compagnie qui se trouvait en opération-actuellement bloquée à 80 kms de Panga, capitale de la rébellion. Je découvris non pas une unité de combat mais une bande de gens hirsutes, se livrant à tous les loisirs possibles sur place (bains, chasse, poker) mais pas la guerre (...). Leur chef, un Belge, n'avait aucune autorité, il avait même été rossé par ses hommes. La reprise en main m'a pris une semaine en ce qui concerne les hommes : 40 Européens et 80 auxiliaires congolais. Je dus aussi remanier le dispositif sur le terrain car l'unité était répartie en 7 postes sans aucune réserve opérationnelle. Je ne conservais que trois postes et formais un commando de chasse. Deux semaines après mon arrivée, nous avons progressé de 80 kilomètres, pris Panga, tuant 100 rebelles et faisant 200 prisonniers. Je reçus les félicitations de Mobutu⁷². »

En 1967, après la reprise en main de son bataillon et la participation à la répression contre les Katangais révoltés, Bob Denard peut ainsi soigner son image auprès des institutions zaïroises et diffuser l'image qu'il souhaite se donner. Il répond ainsi à une interview du service de presse de l'ANC : « Ce n'est pas parce qu'on nous fait porter l'étiquette de mercenaires qu'il faut penser que nous sommes prêts à suivre n'importe quelle aventure, en faisant fi des engagements que nous avons pris envers le gouvernement de la RDC. Je suis fier de pouvoir dire que la grande majorité de mes hommes partagent mes sentiments vis-à-vis du respect des engagements pris, vous avez pu vous rendre à mon état-major et avez pu constater que notre devise est « honneur et fidélité »⁷³. Je pense qu'elle a été respectée. J'espère que le peuple congolais et les troupes de l'ANC en particulier en ont pris conscience. Je profite de l'occasion pour vous demander (...) de bannir le mot « mercenaire⁷⁴. »

⁷¹ Discours du lieutenant-colonel Denard à ses hommes, *Rapport de la réunion des volontaires du 6^e B.C.E. présents à Kinshasa le 5 septembre 1966* (Archives privées Denard, carton 68).

⁷² Hubert Pinaton, *Journal de janvier à août 1967*, op. cit.

⁷³ La reprise de la devise de la Légion Etrangère (LE) française est significative de la réputation d'excellence que souhaite se donner Denard. Il assimile ainsi la position du 6^e BCE au sein de l'ANC à celle de la LE dans l'armée française.

⁷⁴ Interview accordée par Denard au lieutenant Lonoh Michel, chef de la Presse militaire au QG de l'ANC le 21 octobre 1966.

Incontestablement, l'une des raisons qui permet à Denard d'émerger de cette nébuleuse des « Affreux » de la première moitié des années 1960 est sa capacité à projeter l'image d'un groupe d' « experts volontaires »⁷⁵, et non d'irréguliers sans morale et uniquement soucieux de s'enrichir. Seul le 5e codo pouvait le concurrencer sur ce terrain mais la retraite de Mike Hoare a donné un avantage décisif à Denard. Jean Schramme demeure l'homme du Katanga, comme il en témoigne lui-même dans ses souvenirs à propos de la révolte de 1966 : « Il [Denard] a pris l'initiative d'ouvrir le feu sur les Katangais, ses anciens frères d'armes des années 1960-1962. Nous ne lui pardonnerons jamais⁷⁶. » En 1966-1967, le mercenaire français devient donc un élément central du dispositif militaire de Mobutu en R.D.C.

Les enjeux militaires et politiques en RDC :

Le général Mobutu a conscience qu'il ne peut faire reposer son fragile pouvoir sur l'ANC. Selon lui, l'armée régulière zairoise n'est pas suffisamment fiable⁷⁷. Dans des notes préparatoires à une interview donnée au Figaro, Denard écrit : « L'ANC actuelle est issue de la Force Publique laquelle, depuis la mutinerie de juillet 1960 n'est jamais sortie de l'anarchie. Le manque de cadres mais aussi paradoxalement le manque de maturité d'esprit de la part des responsables. Je vous parlerai tout à l'heure des mercenaires mais ce qu'il faut dire maintenant, c'est que le général Mobutu lui-même sait bien que, pour de longues années encore, les cadres européens sont indispensables à l'ANC. Livrée à elle-même, l'ANC n'est plus rien d'autre qu'une bande de pillards et d'assassins. La preuve en a été faite, malheureusement, trop souvent pour qu'on puisse l'oublier. Le général Mobutu et les chefs de l'armée le savaient bien, je le répète, et je crois qu'il faut reconnaître, pour être objectif, que le fait d'avoir pris la responsabilité de recruter les « volontaires étrangers » est de leur part, la preuve d'un certain réalisme »⁷⁸.

Outre l'encadrement de l'ANC, les compétences des mercenaires s'élargissent à la gestion des territoires qui repassent sous le contrôle de l'autorité centrale par leur biais. Ils sont ainsi des acteurs majeurs du rétablissement administratif et économique. Jean Schramme devient, au nom de Kinshasa, le décideur principal pour la province de Maniema. Dans ses *souvenirs*, il écrit : « Je n'avais jamais

⁷⁵ Nom parfois donné à ses groupes de mercenaires qui sont en rotation entre Yémen et R.D.C. en 1964-1965.

⁷⁶ Jean Schramme, *Le bataillon Léopard. Souvenirs d'un Africain blanc*, Paris, R. Laffont, 1969, 356 p.

⁷⁷ Voir notamment l'article de Joseph Désiré Mobutu lui-même, « Problèmes actuels de l'armée nationale congolaise », *Chronique de politique étrangère*, Paris, vol.17, 1965, pp 155-167. Son analyse est corroborée par de nombreux analystes (voir notamment François Douniama, *L'armée populaire nationale congolaise 1960-1985*, mémoire de thèse sous la direction du professeur André Martel, Montpellier-III, 1992, 468 p.)

⁷⁸ Mémo de 13 pages dactylographiées pour préparer l'interview du 5 septembre 1967 au *Figaro* (Archives privées Denard, carton 68).

toléré l'intrusion des activités politiques sur le territoire que je gouvernais (...). J'estimais que la pacification était à ce prix. Je constituais, pourquoi le nier, un petit Etat dans l'Etat. Tous mes chefs de pelotons étaient également administrateurs⁷⁹. » A Kisangani, Denard se pose en expert pour relancer la croissance économique dans la Province orientale⁸⁰. Les mercenaires peuvent également avoir un rôle de frein à la corruption et au détournement d'argent⁸¹. Denard insiste sur ce rôle de pilier de la reconstruction, au-delà des aspects militaires : « nous bâtissons des ponts, refaisons les routes, réimplantation de populations que la rébellion avait chassées dans la brousse (...). On ouvrait des dispensaires. Sur tout cela, j'ai des preuves irréfutables, (...). Le Dr Clause, un Américain, médecin personnel de Mobutu et les responsables de l' « opération Survie » le savent bien. Ils préféreraient nous envoyer les médicaments à nous, parce qu'ils savaient que nous ne les revendrions pas. Alors que je peux vous citer le cas d'un médecin d'Etat qui avait ouvert une clinique personnelle avec les médicaments destinés à l'hôpital civil de Kisangani⁸². »

Un autre acteur doit être pris en compte pour mieux comprendre les enjeux politico-militaires de la RDC au milieu de la décennie 1960 ; ce sont les Katangais. Après l'échec de la sécession de la riche province méridionale entre 1960 et 1963, ses « gendarmes » ont été repris dans les forces de sécurité zaïroises. En 1964, le retour de Moïse Tshombé comme premier ministre du Congo est également un élément d'explication de leur entrée au service de Kinshasa. Même s'il est démis de ces fonctions un an plus tard par le président Kasa-Vubu, Tshombé demeure une figure de premier plan de la vie politique du pays. Chrétien, pro-occidental, il incarne aussi une forme de nationalisme. En effet, lors de la sécession du Katanga, les Bantous se livrent à des épurations ethniques contre les groupes d'origine kasaïenne. Ils chassent les Lubas, déportés dans la région par les Belges pour travailler dans les mines, et les réfugiés des Etats voisins (Rwandais, Angolais...). A la tête du gouvernement en 1964, Tshombé expulse également de RDC les Congolais de Brazzaville. Depuis l'époque de la sécession du Katanga, il a établi des liens solides avec les mercenaires étrangers. Parmi eux, les Belges sont les principaux. Denard et les hommes du 6^e B.C.E. sont également réputés tshombistes⁸³. Cette nébuleuse politico-militaire tshombiste est considérée par Mobutu comme une menace contre son pouvoir.

⁷⁹ Jean Schramme, *Le bataillon Léopard. Souvenirs d'un Africain blanc*, op. cit., p 224.

⁸⁰ Rapport de 9 p intitulé « Proposition de relance économique de la Province orientale » du lieutenant-colonel Denard expédié de Kisangani le 26 mars 1967 au secrétaire général de la Présidence de la RDC (Archives privées Denard, carton 56).

⁸¹ Même si l'on a signalé qu'ils étaient eux-mêmes loin d'être exemplaires.

⁸² Interview de Bob Denard par Jean-François Chauvel, *Le Figaro*, 5 septembre 1967.

⁸³ Présent au Yémen 1963-1964, Denard échange d'ailleurs des courriers avec Moïse Tshombé dans lesquels il l'assure de sa fidélité (Archives privées Denard, carton 78).

Revenu au pouvoir en 1964, Tshombé a fait appel aux anciens « Affreux » contre les provinces rebelles. Au moment où Bruxelles tente de trouver un compromis entre Kinshasa et les Simbas, des partisans de Pierre Mulele, ancien ministre de Lumumba, prennent les armes au Kwilu et proposent leur appui aux Simbas⁸⁴. Tshombé est alors persuadé que le processus diplomatique doit céder la place à une solution militaire. Comme l'assistance technique belge tergiverse, il fait appel à Denard et Schramme. Ainsi, le retour des mercenaires en RDC est associé à l'ancien président du Katanga et aux enjeux ethnico-politiques du pays. Au cours de l'année 1965, Mobutu joue habilement son propre jeu entre Tshombé et le président Kasa-Vubu. Commandant en chef de l'ANC, il est l'homme de la reconquête des territoires perdus contre les Simbas. Secrétaire d'Etat dans le gouvernement Lumumba à ses débuts, Mobutu se façonne ainsi une image de pacificateur intérieur entre les ethnies et les camps politiques en présence. Il devient l'unificateur d'un pays qui n'a jamais trouvé son équilibre depuis l'indépendance. Toutefois, le coup d'Etat de Mobutu le 24 novembre 1965 ravive les inquiétudes katangaises. Peu auparavant, le 14 novembre, Moïse Tshombé avait été écarté du poste de premier ministre. En 1966, l'accusation de trahison portée par Mobutu contre lui oblige Tshombé à s'exiler à Madrid. Mobutu semble avoir réussi son opération. Il est désormais l'homme fort de la RDC et a sous ses ordres l'ancienne troupe de Tshombé (« Affreux » et Katangais). Dans les mois qui suivent, la révolte des anciens gendarmes traduit cependant le fossé qui existe entre l'ANC de Mobutu et eux. En revanche, elle montre la fidélité des « volontaires étrangers », Schramme et Denard les premiers, au pouvoir de Kinshasa.

En 1967, les provinces rebelles sont repassées sous le contrôle de Kinshasa et les Simbas sont ralliés à l'ANC. Les « volontaires étrangers » ont contribué à ramener l'ordre et le calme auprès des populations de ces provinces, comme en témoigne le rapport de l'« opération Yangambi ». Denard y constate l'accueil favorable reçu au camp de travailleurs de Lusumbila : « notre service peut vous assurer que la décision de la population pour ralliement au gouvernement légal est due au manque de sympathie de la dite population envers les rebelles et aux différents sévices appliquées par les rebelles vis-à-vis de cette population⁸⁵. » Son unité a apporté de la nourriture et du matériel aux populations. Le mercenaire conclut que « les habitants du village sont également fermement décidés à se défendre-remise de deux fusils de chasse aux habitants (...). Le bilan de cette opération s'établit comme suit : 1100 personnes environ retirées à l'influence rebelle (départ massif pouvant nuire au moral rebelle, tant par ce départ d'éléments amis ne partageant pas les idées rebelles que par le départ de certaines

⁸⁴ Baudoin Mwamba Mputu, *Histoire des rivalités franco-belges au Congo de Léopold II à Mobutu*, Paris, éditions Bayanda, 2008, 162 p.

⁸⁵ Rapport « Top secret » de l'opération Yangambi signé à Stanleyville le 22 mars 65 par le commandant Denard, commandant le 7^e para codo volontaires (Archives privées Denard, carton 78).

épouses de Simbas abandonnant leur mari (...)»⁸⁶. » La dictature de Mobutu accroît donc son emprise sur le pays.

Le chef d'Etat zaïrois pense pouvoir désormais se passer des étrangers. Il renonce au projet de brigade mixte ANC-mercenaires et se prépare même à liquider les troupes étrangères. Alors que le 6^e BCE compte environ 500 hommes en 1964-65, il n'est plus que de 196 hommes en 1967⁸⁷. Certes, les mercenaires ont essuyé des pertes importantes dans les combats. Les rapports d'opérations du 6^e codo entre les mois de février et juillet 1965 font état de 16 tués. Le seul mois de juillet est marqué par la mort de 5 hommes (dont deux officiers)⁸⁸. Outre l'impression d'être suffisamment maître du pays pour renvoyer les « volontaires étrangers », Mobutu se heurte à l'endettement croissant du pays et au coût que représentent les anciens « Affreux ». D'ailleurs, les plaintes dans les rangs de ces derniers contre les retards de soldes se multiplient en 1966-1967⁸⁹.

En 1967, deux facteurs ponctuels expliquent la révolte des mercenaires et le choix de Denard de suivre le mouvement, contrairement à l'année précédente. La première raison est la volonté de Mobutu de fondre les anciens gendarmes katangais dans l'ANC. Dans une interview au *Figaro*, Denard interprète ainsi le choix de Mobutu : « On sentait depuis le mois d'avril qu'il y avait des pressions sur Mobutu et le commandant en chef Bobozo pour dissoudre le bataillon de Schramme sous le prétexte de détribaliser cette unité.

- Détribaliser ?
- C'est un bataillon d'origine katangaise. Je leur avais fait remarquer l'erreur de casser cette unité disciplinée(...).
- Mais ces Katangais faisaient partie de l'ANC ?
- Non, ils n'ont jamais été complètement intégrés. Ils n'avaient pas de livrets militaires. C'était, en somme, des volontaires au même titre que nous (...)»⁹⁰.

La seconde est l'enlèvement de Tshombé par Mobutu. Autour de Schramme et du 10^e codo, les Katangais et les Belges restent proches des Tshombistes et préparent un coup contre le chef d'Etat de la RDC. Schramme écrit ainsi : « Puren [l'envoyé de l'ancien président du Katanga] me demanda de préciser moi-même mes besoins au président Tshombé. Je ne voulais rien écrire. Alors j'enregistrai un texte sur bande magnétique. Je précisais, sans équivoque, qu'en cas de « clash » avec L'ANC, il me

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ Etat de effectifs au 11 mai 1967 (Archives privées Denard, carton 56).

⁸⁸ Archivées privées Denard, carton 78.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Interview de Bob Denard par Jean-François Chauvel, *Le Figaro*, 5 septembre 1967.

faudrait un soutien en aviation, en personnel et en matériel⁹¹. » Mobutu accuse Denard d'avoir également pris contact avec Tshombé quand celui-ci était encore à Madrid.

Le mercenaire français a toujours nié la véracité de ce rapprochement. Dans ses mémoires publiés, le commandant du 6^e BCE justifie autrement son basculement dans le camp des conspirateurs. Selon lui, il sent que la France va lâcher Mobutu et se rend « au siège des Affaires africaines et malgaches, rue de Grenelle. C'est le royaume du tout-puissant Jacques Foccart (...). Lorsqu'il [Jean Mauriceau-Beaupré] commence à me vanter les mérites de Moïse Tshombé, je tombe des nues : je croyais la France rangée une fois pour toutes dans le clan des amis de Mobutu. J'expose à Mauriceau-Beaupré les raisons qui m'incitent à faire confiance au président du Zaïre. Il les récuse une à une (...). Dès mon retour au Zaïre, je suis convoqué par Mobutu qui m'accuse de m'être entretenu avec Tshombé et me traite de renégat (...). Lorsque je quitte le président rassuré, je me demande si les services de Jacques Foccart n'auraient pas eux-mêmes convaincu Mobutu de mes accointances avec Tshombé, dans l'intention de me forcer la main »⁹². La révolte de 1967 comprend donc également une dimension géostratégique.

Enjeux géostratégiques au cœur de la Guerre Froide

L'Afrique récemment décolonisée est un enjeu majeur entre le bloc de l'Ouest et celui de l'Est dans le contexte de la Guerre froide. Les Américains entendent agir par eux-mêmes et établissent des accords directement avec les nouveaux dirigeants africains. Contre les guérillas communistes qui se développent en Angola, en Zambie ou en Rhodésie, les Etats-Unis estiment que la RDC constitue une base à partir de laquelle des opérations de soutien pourront être proposées aux régimes en place en lutte contre ces foyers de rébellions appuyées par l'Est. C'est pourquoi les Américains ont apporté leur soutien au coup d'Etat du général Mobutu. Le nouvel gouvernant de la RDC est un homme-lige pour Washington, comme en témoigne une lettre reçue par le commandant du 6^e B.C.E. à l'automne 1967 : « Il est très regrettable que rien n'ait pu être fait avant la conférence de l'O.U.A. [pour aider Jean Schramme]. Préparée et montée par les Américains, la Conférence au cours de laquelle, à côté des déclarations anti-colonialistes creuses et sans portée pratique, les Américains ont exigé la présentation d'une motion anti-communiste destinée à rassurer les pays occidentaux (la Belgique en premier lieu), aura pour effet de raffermir Mobutu pour plusieurs mois dans ses fonctions et de renforcer l'autorité de l'Amérique et la CIA en particulier (...). Ceux qui voudraient t'aider, impressionnés par cette victoire

⁹¹ Jean Schramme, *Le bataillon Léopard*, op. cit., p 262.

⁹² Bob Denard, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998, 436 p.

américaine et mobutiste, n'en craignent que plus l'espionnage de la CIA et la révélation publique de l'aide qu'ils pourraient t'apporter⁹³. »

A l'intérieur du bloc occidental, l'Afrique décolonisée est également un enjeu majeur pour les anciens colonisateurs. Le maintien de leur influence dans cette région du monde constitue l'espoir de sécuriser leur accès aux ressources et d'entretenir leur rang de puissance dans un monde en pleine réorganisation. Belges et Français sont en concurrence pour imposer leur influence dans cette région de l'Afrique. Denard reçoit l'appui des cellules Foccart : « Les services secrets français ne me fournissent aucun subside, ni même d'ordre précis. Cependant, le colonel Robert qui dirige le service Afrique du SDECE me fait savoir qu'il compte sur moi pour le renseigner sur les visées des Russes et des Chinois (...). Sitôt débarqué à Léopoldville, je noue des rapports semi-officiels avec l'ambassadeur de France, Pierre Kosciusko-Morizet, ainsi qu'avec l'attaché militaire⁹⁴. »

C'est la prise de conscience des ambitions gaulliennes qui poussent Bruxelles à proposer son Assistance technique à la RDC en 1963 après un retrait brutal trois ans auparavant⁹⁵. C'est pourquoi il est la cible des Belges entre 1964 et la révolte de 1966. Dans un courrier adressé au roi des Belges, le capitaine Bottu explique les enjeux du maintien de son supérieur, le colonel Lamouline, commandant en chef de l'Assistance technique en RDC. Son départ pourrait entraîner une nouvelle perte d'influence au profit des Français : « Lorsque le premier ministre Tshombé reprit le pouvoir au Congo, nous avons offert nos services comme volontaires et ce, avec approbation officieuse de la Sûreté. Le but que nous avons voulu réaliser en constituant cette unité était, avant tout, de maintenir la grandeur belge et de sauver nos compatriotes par une participation active que l'Assistance Technique militaire ne pouvait pas se permettre à cause de possibles complications sur la scène internationale (...). Constitué de nombreux étrangers, dont un nombre important de Français, le commandement reste belge jusqu'à présent, ce qui est capital pour notre pays (...).mais je sais que son départ sera suivi d'une lutte au pouvoir dans laquelle les Français, qui font tout pour éliminer à certains postes de commande tout ce qui est Belge et dont vous avez certainement eu écho, sortiront vainqueurs. Les mêmes personnages français qui ont remplacé les Belges au Katanga faisant tant de tort à la Belgique réapparaissent sur la scène⁹⁶. » Malgré les récriminations des Belges, le basculement de l'influence prépondérante des Belges vers les Français est confirmé par toutes les décisions de Mobutu entre 1965 et 1967.

⁹³ Lettre d'un interlocuteur inconnu qui signe « Albert » adressée à Bob Denard le 10 septembre 1967 (Archives privées Denard, carton 56).

⁹⁴ Denard R., *Corsaire de la République*, op. cit., p 174.

⁹⁵ Baudoin Mwamba Mputu, *Histoire des rivalités franco-belges au Congo de Léopold II à Mobutu*, op. cit., p 76.

⁹⁶ Courrier adressé au roi des Belges par le capitaine Bottu le 1^{er} juillet 1965 (Archives privées Denard, carton 78).

A partir de 1967, Denard pourra même compter sur l'appui de Bruxelles et récupérer ses réseaux en RDC. En effet, la révolte des mercenaires marque l'échec de la stratégie belge de miser sur Moïse Tshombé. L'élimination de Jean Schramme signifie aussi celle des agents de la Sûreté belge, comme l'indique notamment une note adressée par un de ses hommes à Denard. Elle décrit les coulisses du recrutement en Europe de mercenaires pour Tshombé : « Cette affaire qui nous intéresse est, à mon avis, dirigée par occultement par le colonel Lamouline et le major Protin ; ce dernier assistait discrètement au départ des groupe de Bruxelles en septembre dernier. Le commandement OPS de cette opération avait été confié au commandant Bottu qui était assisté du capitaine Crowe (...).J'ai également entendu dire qu'au début de l'année 1966, il y a avait eu (...) des pourparlers entre certains hommes politiques belges, le commandant Bottu et le roi de Burundi (...). Bottu a d'ailleurs affirmé qu'il faudrait sans doute replacer le roi de Burundi sur son trône⁹⁷. »

« Corsaire de la République » et du roi des Belges, Denard élargit ses appuis à d'autres acteurs de la scène zaïroise. Le retrait de Mike Hoare et la dissolution du 5^e codo signifie que l'Afrique du sud renonce à employer des mercenaires nationaux pour peser sur le continent. Désormais, seules les unités spéciales de contre-insurrection mèneront des opérations contre les guérillas pro-communistes. En revanche, Pretoria ne renonce pas à appuyer d'autres mercenaires. A partir de la révolte des « Affreux » en RDC, ce sont les réseaux de Bob Denard qui vont être sollicités. Les liens entre le mercenaire français et l'Afrique du sud seront d'ailleurs très forts au temps des Comores. Moroni devient alors une base d'écoutes des communications de ses ennemis pour la *South African Defense Force*.

En fait, Denard peut bénéficier, à partir de l'épisode zaïrois, de l'appui des pays qui souhaitent maintenir l'influence « blanche » en Afrique : Rhodésie, Afrique du sud et Portugal. La révolte de 1967 est une étape décisive dans les liens qui se noue entre le mercenaire français et ces Etats. Ils apparaissent en arrière-plan de l'insurrection des « volontaires étrangers ». D'ailleurs, le représentant de la RDC à l'ONU, M. Théodore Idzuimbuir demande aussitôt la condamnation de la Belgique mais aussi du Portugal et de l'Afrique du sud l'Assemblée générale⁹⁸. Puissance aux effectifs militaires limités, refusant de décoloniser, le Portugal est au cœur du dispositif Denard en Afrique. Lisbonne devient une plaque tournante des flux de mercenaires entre leur lieu de recrutement en Europe et

⁹⁷ Note anonyme et non datée « Voici quelques renseignements que j'ai pu rassembler au hasard de mes pérégrinations et de mes discussions avec l'un ou l'autre » (Archives privées Denard, carton 56).

⁹⁸ Voir par exemple le documentaire de Thierry Michel, *Mobutu, roi du Zaïre*, Bruxelles, Cinélibre, 2006.

leur destination africaine. Ces flux se font avec l'assentiment du *Pide* qui met même, semble-t-il, à disposition des mercenaires des camps d'entraînement au Portugal⁹⁹.

L'Angola et la Rhodésie sont déjà des zones logistiques pour la révolte de 1967, comme en témoigne le major Pinaton. Dans son journal, il rapporte les propos que lui auraient tenus Denard en lui présentant les phases opérationnelles du soulèvement : « Schramme attaque cette nuit à 3 heures du matin Kisangani avec 300 hommes. Moi [Denard], je prends le terrain d'aviation. Au lever du jour, des renforts venant d'Angola et de Rhodésie en hommes et en matériel arriveront¹⁰⁰. » L'Angola est au cœur de l'organisation des mercenaires pour la révolte de 1967. En effet, adossé à l'Angola, le Katanga doit être le bastion du mouvement¹⁰¹. La colonie portugaise est également le lieu de regroupement des hommes de Denard qui ont quitté la RDC et doivent repartir appuyer Schramme entre juillet et octobre. Après cet échec, le Portugal continue à offrir à Denard la possibilité de faire de l'Angola sa base arrière en Afrique, comme en témoignent des courriers entre le chef mercenaire français et ses hommes sur place¹⁰².

La Rhodésie est l'autre point d'appui. C'est à Salisbury que Denard demande à être évacué après sa blessure le 5 juillet et où il est effectivement soigné. Dans ses mémoires, évoquant sa convalescence, il fera d'ailleurs allusion à ses liens avec les services rhodésiens. Deux de ses hommes « ont été arrêtés à Kariba par les autorités. Il a fallu l'intervention de sir Geoffrey, patron des services secrets rhodésiens, pour les faire relâcher »¹⁰³. C'est encore là qu'il reprend contact avec les relais de Foccart qui lui parlent du Biafra¹⁰⁴.

Pour conclure, on peut donc considérer la révolte de 1967 comme un événement important de l'histoire militaire de l'Afrique post-coloniale, même si l'insurrection des mercenaires contre Mobutu se révèle un échec. L'épisode distingue Bob Denard des autres « Affreux ». Certes, comme lui, Jean Schramme a fait la preuve de son savoir-faire dans la lutte anti-insurrectionnelle contre les Simbas mais la fin de son épopée à Bukavu encerclée par l'ANC illustre, pour de nombreux observateurs, ses insuffisances en termes de stratégie. En RDC, Denard a, par ailleurs, fait la preuve de sa capacité à

⁹⁹ Informations données dans un papier non daté dactylographié comportant pour titre « Denard tire-t-il dans le dos de Schramme ? » et sous-titre « Opération Aspro : Le chef des mercenaires, le Colonel Bob Denard, revient plus fort que jamais ». Cette courte analyse de 8 pages semble contemporaine des événements et avoir pour auteur un journaliste présent en RDC ou un témoin de premier plan. Les fautes d'orthographe qui émaillent le texte laissent plutôt penser à la seconde hypothèse (Archives privées Bob Denard, carton 56).

¹⁰⁰ Hubert Pinaton, *Journal...*, op. cit., p 4.

¹⁰¹ Denard R., *Corsaire de la République*, op. cit., p 181.

¹⁰² Archives privées Denard, carton 78. Il faut, par ailleurs, signaler qu'en 1963 déjà, les mercenaires de Denard s'étaient repliés en Angola après l'échec de l'affaire katangaise.

¹⁰³ Ibid.

¹⁰⁴ Ibid.

respecter le contrat passé avec son employeur, le général Mobutu. Certes, il finit par rallier le complot de Schramme mais parce que Mobutu lui-même est en passe de rompre le contrat qui les lie. La période de l'engagement mercenaire en RDC entre 1964 et 1967 assure également à Denard des réseaux avec les services français, belges, portugais et sud-africains. En récupérant les hommes qui l'ont servi mais aussi une partie de ceux de Schramme, il est en capacité de répondre aux besoins (fréquents dans ce contexte de décolonisation et de Guerre froide) d'irréguliers. Dans les mois qui suivent son départ de RDC, le conflit du Biafra en est une illustration. Denard se construit une belle carrière de mercenaires sur la scène africaine des années 1960 à 1995 (bel exemple de longévité dans ce milieu instable) grâce à ses liens troubles avec les services. Aux Comores, il tombera, victime de la disparition du soutien sud-africain et du retournement de Foccart contre lui en 1995. Entretemps, l'homme bâtit une petite troupe d'irréguliers, ancêtre des Sociétés Militaires Privées actuelles. La Garde présidentielle aux Comores en sera le noyau, capable de fournir des équipes pour des missions comme au Tchad en 1981-1982. Très médiatisé, ce groupe de combattants de la seconde moitié du XXe siècle reste à historiciser.



Le belge Jean Schramme et le français Bob Denard